

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE

E/CONF.26/C.2/L.2
28 mai 1958
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR
L'ARBITRAGE COMMERCIAL INTERNATIONAL

EXAMEN DES AUTRES MESURES QUE L'ON POURRAIT PRENDRE POUR FAIRE
DE L'ARBITRAGE UN MODE DE REGLEMENT PLUS EFFICACE DES LITIGES
DE DROIT PRIVE (POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR)

Etats-Unis d'Amérique. Projet de recommandation

La Conférence,

Considérant que les problèmes du droit et de la pratique, en matière d'arbitrage, qui sont soumis à l'examen de la Conférence au point 5 de son ordre du jour et qui ont été analysés et exposés par le Secrétaire général dans le document E/CONF.26/6, sont d'une complexité telle que, faute de temps, il est impossible de les examiner en détail,

Reconnaissant qu'il est souhaitable d'étudier ces problèmes plus avant,

Convaincue que, pour poursuivre les études détaillées nécessaires, la meilleure méthode serait de créer un groupe de travail qui examinerait ces problèmes et ferait les recommandations appropriées au Conseil économique et social dans un délai raisonnable,

Considère que le Conseil économique et social devrait créer un groupe de travail composé de représentants de gouvernements, qui serait chargé d'étudier les mesures que l'on pourrait prendre pour faire de l'arbitrage un mode de règlement plus efficace des litiges de droit privé,

Prie le Secrétaire général de transmettre la présente résolution au Conseil économique et social.
